

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 04 février 2026

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE/2026 035-0001

modifiant les prescriptions l'arrêté préfectoral n° 684 du 04 mars 2004 modifié autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir, pour ce qui concerne le niveau de crise sécheresse

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret du 16 juillet 2025 nommant M. Pierre REGNAULT de la MOTHE, Préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2026-016-0001 du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté ministériel du 30/06/23 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement modifié ;

VU l'arrêté n° 1952 du 11 juin 2001 autorisant la société CUSENIER à poursuivre l'exploitation d'un centre d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de THUIR ;

VU l'arrêté n° 684 du 4 mars 2004 modifié autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir ;

VU le courrier du 23/01/13 par lequel la SA PERNOD déclare exploiter l'usine de Thuir en lieu et place de la société CUSENIER et le récépissé de changement d'exploitant n°605/13 du 28/01/13 ;

VU la demande de la société PERNOD RICARD France par courrier du 11/12/2024, de modification du débit de prélèvement d'eau autorisé en situation de crise sécheresse ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 26/01/2026 ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet le 28/01/2026 ;

CONSIDÉRANT la situation de crise sécheresse qui se prolonge depuis plus de 20 mois sur la zone d'alerte sécheresse « Têt aval, Bourdigou, Réart » ;

CONSIDÉRANT qu'une portion importante de l'eau consommée par l'usine de Thuir est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire ;

CONSIDÉRANT que des mesures d'économie d'eau ont été mises en œuvre antérieurement à 2018, ce qui a permis de réduire de plus de 20 % la consommation ;

CONSIDÉRANT que des mesures de recyclage sont mises en œuvre avec un taux proche de 20 % ;

CONSIDÉRANT que la société PERNOD RICARD France a justifié la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles qui peuvent être appliquées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a produit une étude hydrogéologique qui a permis de montrer que la nappe utilisée pour le prélèvement présente une marge de sécurité importante au regard de la profondeur d'aspiration de la pompe ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 prévoit que le préfet peut adapter les dispositions de l'arrêté sécheresse aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4 ;

CONSIDÉRANT que la demande de la société PERNOD RICARD France est recevable ;

CONSIDÉRANT que parallèlement à la prise en compte de la demande d'adaptation des mesures de réduction de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 susvisé il convient de mettre à jour les débits autorisés afin de prendre en compte les mesures d'économie réalisées et les objectifs du SAGE ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

À l'article 3 « Protection des ressources en eau » de l'arrêté n° 684 du 04/03/2004 susvisé, les débits de prélèvement autorisés sont modifiés comme suit :

Les prélèvements d'eau du forage profond respecteront les valeurs limites suivantes :

- Débit d'exploitation horaire maximum : 70 m³
- Débit d'exploitation hebdomadaire maximum : 1200 m³
- Débit annuel maximum : 75000 m³

ARTICLE 2 :

À l'article 3.1 « Protection des ressources en eau » de l'arrêté n° 684 du 04/03/2004 susvisé, est ajouté l'alinéa suivant :

L'exploitant doit mettre en place les moyens de comptage appropriés afin de pouvoir justifier le pourcentage d'eaux réutilisés par rapport au prélèvement d'eau.

ARTICLE 3 :

L'article 3.1.1 « Plan d'action en situation de sécheresse » de l'arrêté n° 684 du 04/03/2004 susvisé est modifiée comme suit :

Dans le tableau fixant les mesures d'urgence, l'énumération limitant le débit de prélèvement mensuel et hebdomadaire applicables au seuil de crise est supprimée .

A la suite du tableau est ajouté l'alinéa suivant :

Par adaptation des dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 susvisé, les pourcentages de réduction du prélèvement d'eau en période de sécheresse en fonction du niveau de gravité sont remplacés par les valeurs suivantes :

- niveau de gravité « alerte » : 0 % ;
- niveau de gravité « alerte renforcée » : 5 % ;
- niveau de gravité « crise » : 15 %.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS:

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Thuir, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général



Bruno BERTHET